
MJC LES PASSERELLES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
13, avenue Jean Mermoz
91170 VIRY-CHATILLON
SIRET : 419 903 067 00017

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Adhérents de l'Association « **MJC LES PASSERELLES** »

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **MJC LES PASSERELLES** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La note de l'annexe « Changement de méthode comptable et de présentation » exposant le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice résultant de la première application du règlement ANC N°2018-06 du 6 décembre 2018.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-dessus, le paragraphe changement de méthode comptable de l'annexe expose les changements survenus au cours de l'exercice résultant de la première application du règlement ANC 2018-06 relatif au nouveau plan comptable des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 16 Juin 2021

Pour **Baker Tilly SOFIDEEC**
Commissaire aux comptes Titulaire
Membre de la CRCC de Paris



Halima BENSALAH
Commissaire aux comptes, Associée,
Membre de la CRCC de Paris.

Actif

	Brut	Amort.	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et développement	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	7 753	7 753	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Inst. Techniques, matériel et outillage	21 621	21 621	0	383
Autres immobilisations corporelles	233 821	206 414	27 407	634
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations grevées de droits (commodat)	0	0	0	0
Immobilisations financières (Dont à moins d'un an)				
Participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	45	0	45	45
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	1 560	0	1 560	1 560
TOTAL (I)	264 799	235 787	29 012	2 622
Comptes de liaison (II)	0	0	0	0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens et services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Créances d'exploitation (Dont à plus d'un an)				
Créances usagers et comptes rattachés	6 574	0	6 574	1 348
Legs et donations en cours de réalisation	0	0	0	0
Autres créances	402 374	0	402 374	442 150
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	130 268	0	130 268	168 289
Charges constatées d'avance (Dont à plus d'un an)	13 702	0	13 702	2 538
TOTAL (III)	552 917	0	552 917	614 325
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)	0	0	0	0
Primes de remboursements des obligations (V)	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif (VI)	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I à VI)	817 716	235 787	581 929	616 947

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Passif

	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie	0	0
Fonds statutaires	0	0
Dotations non consommables	0	0
Autres fonds propres sans droit de reprise	128 628	128 628
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Autres fonds propres avec droit de reprise	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves		
Réserves statutaires et contractuelles	15 245	15 245
Réserves pour projets de l'entité	0	0
Autres réserves	6 860	6 860
Report à nouveau		
Report à nouveau	-55 286	-47 529
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	12 144	-7 757
SITUATION NETTE	107 591	95 447
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissements	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL (I)	107 591	95 447
FONDS REPORTES OU DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	0	0
TOTAL (II)	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	151 714	92 869
Provisions pour charges	120 706	118 059
TOTAL (III)	272 420	210 929
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	163
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 982	30 252
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	106 301	204 088
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	9 851	0
Instruments de trésorerie	0	0
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF		
Produits constatés d'avance	41 785	76 068
TOTAL (IV)	201 919	310 571
Ecarts de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I à V)	581 929	616 047

Comptes de résultat 1

	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	2 092	3 817
Ventes de biens et de services	0	0
Ventes de biens	0	0
Dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestation de services	119 552	93 225
Dont parrainages	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 402 299	1 450 288
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dont Dons manuels	0	0
Dont Mécénats	0	0
Dont Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	378 527	232 678
Autres produits	13	119
TOTAL (I)	1 902 483	1 780 126
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	18 264	27 625
Variation des stocks	0	0
Autres achats et charges externes	359 037	289 607
Aides financières	0	0
Impôts et taxes et versements assimilés	41 248	55 511
Salaires et traitements	892 872	898 216
Charges sociales	253 357	280 341
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 669	1 916
Dotations aux provisions	252 420	194 929
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	69 381	56 380
TOTAL (II)	1 889 247	1 804 526
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	13 236	-24 399

Comptes de résultat 2

	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	3	4
D'autres valeurs mobilières, créances d'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	246	55
Reprises sur provisions financières et transfert de charges	0	0
Différences positives de changes	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL III	249	58
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	0	0
Différences négatives de changes	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Transferts de charges	0	0
TOTAL IV	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	249	58
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	13 485	-24 341
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	331	20 217
Sur opérations en capital	412	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
TOTAL (V)	742	20 217
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 084	3 634
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
TOTAL (VI)	2 084	3 634
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 342	16 584
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 903 474	1 800 402
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 891 331	1 808 159
5- EXCEDENT ou DEFICIT (Produits - Charges)	12 144	-7 757
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	630 000	630 000
Bénévolats	0	0
TOTAL	630 000	630 000
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mise à disposition gratuite de biens et services	630 000	630 000
Prestations	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	630 000	630 000

CABINET ARGENSON

MJC-CS LES PASSERELLES

13 avenue Jean Mermoz
91170 - VIRY-CHATILLON

Exercice en Euros
Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe des comptes annuels

CABINET ARGENSON
3 CHEMIN DE FRETAY - LIEU-DIT LA FOLIE BESSIN - 91140 - VILLEJUST
Tel : 0669213390 -

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

2. ACTIF DU BILAN

- 2.1. Etat des immobilisations
- 2.2. Immobilisations incorporelles
- 2.3. Immobilisations corporelles
- 2.4. Immobilisations financières
- 2.5. Etat des amortissements
- 2.6. Créances
- 2.7. Etat des échéances des créances et des dettes
- 2.8. Valeurs Mobilières de Placement

3. PASSIF DU BILAN

- 3.1. Etat des provisions
- 3.2. Fonds Propres
- 3.3. Variation des fonds propres
- 3.4. Fonds dédiés et fonds reportés

4. COMPTE DE RESULTAT

- 4.1. Produits à recevoir
- 4.2. Charges à payer
- 4.3. Produits d'exploitation
- 4.4. Résultat courant
- 4.5. Produits constatés d'avance
- 4.6. Charges constatées d'avance
- 4.7. Charges à répartir sur plusieurs exercices

5. AUTRES INFORMATIONS

- 5.1. Indemnité de départ à la retraite
- 5.2. Rémunération des dirigeants
- 5.3. Rémunération des salariés les mieux rémunérés
- 5.4. Engagement hors bilan
- 5.5. Honoraires commissaire aux comptes
- 5.6. Contributions en nature

PREAMBULE

La MJC Les Passerelles ouverte à tous, offre à la population, aux jeunes comme aux adultes la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une communauté vivante.

Elle a pour objet de :

- mettre en œuvre un projet éducatif social et culturel pour l'ensemble des habitants de Viry Châtillon, notamment en partenariat avec la municipalité,
- soutenir et d'accompagner les projets de chacun des lieux de proximité dont elle assure la gestion,
- rechercher, gérer et mettre en œuvre l'ensemble des moyens (humains, techniques, financiers...) nécessaires à la réalisation des actions de proximité initiées par les habitants impliqués dans les assemblées de proximité.

Dans ses moyens d'action la MJC Les Passerelles

- pourra développer des activités économiques à visée d'insertion sociale,
- participera au développement local en agissant en partenariat avec les collectivités locales et territoriales,

Elle pourra acquérir, louer, aménager tout immeuble et terrain nécessaire à son objet.

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 définissant les règles applicables aux associations, fondations et fonds de dotation en vigueur au 1er janvier 2020.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Pour une meilleure compréhension des comptes annuels présentés, les modes et méthodes d'évaluation retenus sont précisés ci-dessous lorsque :

- un choix est offert par la législation,
- une exception prévue par les textes est utilisée,
- l'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner une image fidèle,
- il est dérogé aux prescriptions comptables.

Faits majeurs de l'exercice :

La crise sanitaire et les mesures prises pour l'endiguer ont eues un impact sur l'activité de l'association et notamment :

- Interdiction d'accueil du public,
- Suspension des activités en présentiel,
- Mise en place du télétravail selon les possibilités des postes de travail,
- Réunions en visioconférence,
- Recours au mécanisme d'activité partielle,
- ...

Faits significatifs postérieurs à la clôture des comptes :

L'association a demandé à bénéficier des mesures exceptionnelles de l'URSSAF concernant les secteurs les plus touchés par les restrictions d'accès au public et l'interdiction des regroupements.

En décembre 2020, pour valider l'interprétation des textes, l'association a effectué une demande de validation de l'accès à ces mesures de soutien auprès de l'URSSAF par voie de rescrit social.

L'URSSAF a rejeté la demande de l'association au motif du code APE (code activité selon l'INSEE) de l'association qui est celui des centres sociaux sans hébergement. La réponse est arrivée 4 mois après la demande de l'association. En principe, l'URSSAF a trois mois pour répondre au rescrit. Passé ce délai, l'interprétation mentionnée dans le rescrit est réputée acceptée et les exonérations appliquées en 2020 acquises.

L'association a saisi la Commission de recours Amiable pour que l'URSSAF prenne en compte l'activité principale de l'association (en termes de chiffre d'affaires).

Changements de méthode comptable et de présentation :

Cet exercice est le premier exercice d'application des règlements ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'application de ce nouveau règlement s'effectue de manière rétrospective et avec impact à l'ouverture de l'exercice.

Les comptes de l'association MJC Les passerelles ont été peu modifiés par l'application du nouveau règlement comptable à l'exception de leur présentation.

2. ACTIF DU BILAN

2.1. Etat des immobilisations

	Valeur brute début exercice	Augmentations		
		Réévaluations	Acquisitions	
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 456			
Total II	10 456			
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	21 620			
Installations générales, agencements, aménagements divers	9 972			
Matériel de transport	75 144		15 930	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	119 647		13 129	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III	226 383		29 059	
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	45			
Prêts et autres immobilisations financières	1 560			
Total IV	1 605			
Total général I+II+III+IV	238 444		29 059	
	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		2 703	7 753	7 753
Total II		2 703	7 753	7 753
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels			21 620	21 620
Installations générales, agencements et aménagements divers			9 972	9 972
Matériel de transport			91 074	91 074
Matériel de bureau et informatique, mobilier			132 776	132 776
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III			255 442	255 442
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			45	45
Prêts et autres immobilisations financières			1 560	1 560
Total IV			1 605	1 605
Total général I+II+III+IV		2 703	264 800	264 800

2.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- des logiciels bureautiques, qui sont amortis sur une durée de 12 mois,
- des applications propres de gestion de base de données, amorties sur une période de 3 ans.

2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les méthodes d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Immobilisations Durée Mode :

- Matériel 3 à 10 ans Linéaire,
- Agencements et aménagements des constructions 5 à 10 ans Linéaire,
- Matériel de transport 4 à 9 ans Linéaire,
- Matériel informatique 3 ans Linéaire,
- Mobilier de bureau 3 ans Linéaire.

2.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent :

- des dépôts de garantie pour 1 560 €,
- des parts sociales du crédit mutuel pour 45 €.

2.5. Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et développement					
Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 456		2 703	7 753
Total II		10 456		2 703	7 753
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels		21 237	383		21 620
Installations générales, agencements et aménagements divers		9 338	403		9 741
Matériel de transport		75 144	690		75 834
Matériel de bureau et informatique, mobilier		119 647	1193		120 839
Emballages récupérables et divers					
Total III		225 366	2 669		228 034
Total général I+II+III		235 822	2 669	2 703	235 788

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaire	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et développement					
Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
Total II					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	383				
Installations générales, agencements et aménagements divers	403				
Matériel de transport	690				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1193				
Emballages récupérables et divers					
Total III	2 669				
Total général I+II+III	2 669				

2.6. Stocks

L'association n'a pas de stocks significatif à la clôture de l'exercice.

2.7. Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.8. Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières	1 560			1 560
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances client	6 574	6 574		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	1 325	1 325		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 933	33 933		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés	12 254	12 254		
Divers	275 958	275 958		
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	78 903	78 903		
Charges constatées d'avance	13 702	13 702		
Total	424 209	422 649		1 560
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				
Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine				
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	43 982	43 982		
Personnel et comptes rattachés	44 490	44 490		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50 379	50 379		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et versements assimilés	11 431	11 431		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	9 851	9 851		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	41 785	41 785		
Total	201 919	201 919		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés				

2.9. Valeurs Mobilières de Placement

L'association n'a pas de valeurs mobilières de placement à son actif.

3. PASSIF DU BILAN

3.1. Etat des provisions

Réglémentées	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissements Provisions pour hausse des prix Provisions pour fluctuations des cours Amortissements dérogatoires Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
Total I				
Pour risques et charges	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour grosses réparations Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés Autres provisions pour risques et charges	118 059	120 706	118 059	120 706
	92 869	131 714	72 869	151 714
Total II	210 929	252 420	190 929	272 420
Pour dépréciations	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres provisions pour dépréciations				
Total III				
Total I+II+III				
Dont dotations et reprises :		Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	
D'exploitations Financières Exceptionnelles		252 420	190 929	

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent notamment :

- les risques liés aux litiges en cours devant les tribunaux,
- les risques liés à l'évaluation définitive de subventions qui seront déterminés sur les exercices futurs,
- les risques liés à une remise en cause des aides obtenues par les organismes sociaux.
- les risques liés à une possible demande de remboursement des activités qui n'ont pas été réalisées du fait de l'interdiction de recevoir du public lors du deuxième confinement.

3.2. Fonds Propres

Les fonds propres sont constitués :

- le patrimoine intégré constitué des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables,
- des réserves statutaires ou contractuelles,
- des reports des résultats antérieurs.

3.3. Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global avant règlement ANC 2018-06	Impact du règlement ANC 2018-06	Montant global avec règlement ANC 2018-06				
Fonds propres sans droit de reprise	128 628		128 628				128 628
Fonds propres avec droit de reprise							
Ecart de réévaluation							
Réserves	22 105		22 105				22 105
Report à nouveau	-47 529		-47 529	-7 757		7 757	- 55 286
Excédent ou déficit de l'exercice	-7 757		-7 757	7 757	12 144		12 144
Situation nette	95 447		95 447		12 144	7 757	107 591
Fonds propres consommables							
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL			95 447	0	12 144	7 757	107 591

3.4. Fonds reportés ou dédiés

L'association n'a aucun fonds reportés ou dédiés inscrits au passif de son bilan.

4. COMPTE DE RESULTAT

Produits à recevoir

Produits à recevoir (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	82 469
Total	82 469

Charges à payer

Charges à payer (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres titres obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 751
Dettes fiscales et sociales	59 494
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	9 851
Total	101 096

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice sont constitués :

- des produits issus des activités sociales et culturelles de l'association,
- des adhésions à l'association,
- Des subventions d'exploitation,
- des reprises de provisions et des transferts de charges.

Résultat courant

Le résultat courant n'est influencé par aucun événement de caractère exceptionnel ; il est la traduction de l'activité de l'association.

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Produits d'exploitation	41 785
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	41 785

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Charges d'exploitation	13 702
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	13 702

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant
Charges différées	
Frais d'acquisition des immobilisations	
Frais d'émission des emprunts	
Charges à étaler	
Total	0

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Indemnité de départ à la retraite

Le calcul de cet engagement prend en compte les éléments suivants :

- hypothèse d'un départ à la retraite du personnel en CDI calculé par rapport à la tranche d'âge,
- ancienneté acquise à la date clôture,
- application d'un taux de charges sociales individualisé calculé selon les contrats.

La provision pour départ en retraite et de 83 478 euros hors charges. Les charges sociales s'élèvent à 37 228 euros au 31 Décembre 2020.

5.2. Rémunération des dirigeants

Les trois plus hauts dirigeants de l'association sont le Président, le trésorier et le secrétaire, ils agissent en bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération dans le cadre de fonctions au sein de l'association.

5.3. Rémunération des salariés les mieux rémunérés

Les trois salariés les mieux rémunérés ont perçus une rémunération brute total de 93 442 € sur l'exercice

5.4. Engagement hors bilan

Il n'existe aucun engagement hors bilan à la clôture de l'exercice.

5.5. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes est de 10 260 € T.T.C.

5.6. Contributions en nature

La municipalité de Viry-Châtillon contribue indirectement aux activités de l'association. Les contributions en nature sont les suivantes :

- mise à disposition des locaux par la municipalité de Viry-Châtillon :
 - o Etablissement MJC-CS Aimé Césaire : 320 000 euros,
 - o Etablissement Saint-Exupéry : 160 000 euros.
- la Municipalité finance, directement auprès de la FR-MJC-IDF, deux postes de co-directeurs pour un montant de 150 000€.

Le total des contributions en natures est évalué à 630 000 euros.